



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale de l'emploi,
du travail, des solidarités et de la
protection des populations

Service santé, protection animales et environnement

Albi, le

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**
MEHAL JONATHAN
FERME AQUACOLE DE JALADIEU
81260 FONTRIEU

Références : 24-D10-4328

Code AIOT : 0058100085

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement MEHAL JONATHAN implanté FERME AQUACOLE DE JALADIEU 81260 FONTRIEU.
Contrôle risques chronique et accidentel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEHAL JONATHAN
- FERME AQUACOLE DE JALADIEU 81260 FONTRIEU
- Code AIOT : 0058100085 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

L'établissement repris en 2019 est actuellement sous le régime de l'autorisation pour 40 T/an. Actuellement l'exploitant produit de 16 à 18 T/an. Il souhaite néanmoins rester sous le régime de l'autorisation.

L'établissement est relié au ruisseau des Agrès (affluent de l'Agout)

Il est délimité par le ruisseau de Agrès en amont et le barrage de Sagne du Sécum en Aval.

Il dispose de 8 auges au niveau de l'écloserie alevins et de 23 bassins extérieurs ainsi que de 4 bassins de répartitions, d'un bassin de pêche, un bassin de décantation et d'une lagune.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques et accidentel

2) Constats :

2-1) Introduction

	cours d'eau ou le milieu naturel	01/04/2008, article 14	corrective	
6	Paramètres des eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	Demande d'action corrective	3 Mois
7	Épandage	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16	Demande d'action corrective	3 Mois
9	Sécurité	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20	Demande d'action corrective	2 Mois
10	Dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Demande d'action corrective	2 Mois
11	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22	Demande d'action corrective	3 Mois
12	Registre du débit dérivé	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23	Demande d'action corrective	2 Mois
13	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Bassins d'élevage des poissons	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9	
8	Poissons morts	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La mise en place d'une auto surveillance des débits ainsi que d'un programme de surveillance des paramètres physico-chimiques des rejets est à faire de manière urgente.

Proposition de délais : 2 Mois

N° 3 : Bassins d'élevage des poissons

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9

Thème(s) : Risques chroniques Pollution

Prescription contrôlée :

Les bassins contenant les poissons sont conçus, nettoyés et entretenus de manière à éviter la sédimentation excessive des matières en suspension. Les boues et autres déchets sont récoltés et stockés dans une structure étanche.

Lorsque les bassins de l'installation sont conçus et exploités de telle manière qu'ils puissent être vidés, nettoyés et désinfectés, ces opérations ne doivent pas avoir de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière.

Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues et évitent tout départ de boues vers le cours d'eau.

Constats :

L'établissement ne procède pas au stockage des boues. Les bassins sont vidés une fois par an (dernière opération en janvier 2024), curés et les boues sont confiées à un exploitant agricole pour épandage.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Eaux rejetées dans le cours d'eau ou le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14

Thème(s) : Risques chroniques Pollution

Prescription contrôlée :

Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixées à l'article 15.

Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Lorsque le rejet ne peut pas s'effectuer en un point unique, l'arrêté d'autorisation précise le nombre de points de rejet utilisés.

Les valeurs limites pour les différents paramètres de rejet sont compatibles avec les objectifs de bon état écologique des eaux du cours d'eau récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Constats :

l'exploitant ne procède pas à l'analyse de eaux rejetées dans le cours d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous fournir les éléments permettant de vérifier la mise en place d'un système de surveillance des eaux rejetées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

Proposition de délais :

3

Mois

Proposition de suites :

Demande d'action corrective

Proposition de délais :

3 Mois

N° 9 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20

Thème(s) : Risques chroniques Sécurité – Incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.

Constats :

L'établissement dispose de trois extincteurs (2 au niveau de l'atelier de transformation et 1 à l'extérieur au niveau de l'accueil du public). Le dernier contrôle a été effectué le 24 août 2024 par PROTECFEU.

Les installations électriques n'ont pas été contrôlées. L'établissement ne dispose pas de procédure d'arrêt d'urgence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous fournir le rapport de contrôle des installations électriques. Mettre en place une procédure d'arrêt d'urgence.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 11 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22

Thème(s) : Risques chroniques Dossier

Prescription contrôlée :

Lorsque les boues sont valorisées par épandage sur des terres agricoles, un cahier d'épandage est tenu à jour sous la responsabilité de l'exploitant. Ce cahier est mis à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans. Il comporte les dates d'épandages, les volumes d'effluents, les quantités d'azote et de phosphore épandues, les parcelles réceptrices et la nature des cultures en précisant celles mises à disposition par des tiers et leur identité et adresse, l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les boues épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.

Le cahier d'épandage comprend, le cas échéant, un bordereau cosigné par l'exploitant producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi à chaque livraison.

Constats :

L'exploitant n'a pas mis en place un cahier d'épandage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous fournir copie du cahier d'épandage.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 13 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24

Thème(s) : Risques chroniques Dossier

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées.

Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH₄) et du paramètre nitrites (NO₂⁻). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées. Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet.

La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an.

Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.

Constats :

L'exploitant n'a pas mis en place une auto-surveillance (fréquence et les méthodes de mesure et enregistrement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous fournir copie de l'auto-surveillance

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois